



Les Élu-e-s Vert-e-s au Conseil régional de Bretagne

Rennes, le 25 mai 2009

La Région Bretagne face à la crise économique et sociale

Intervention de Michel Balbot

Monsieur le Président,

Notre groupe l'a déjà dit, la crise actuelle interroge le modèle même de développement de nos sociétés. Le capitalisme est basé non seulement sur l'accumulation de capitaux mais aussi sur leur mouvement. Et l'on peut dire que ces dernières années, le mouvement s'est emballé, technologies et produits financiers complexes, raccourcissant la distance et le temps, l'économie est devenue virtuelle, en même temps que mondialisée. Quel est le sens de cette économie ? Créer du PIB ! Faire de la croissance ! Et pourquoi faire ? Pour répondre à quels besoins ?

Si nous souhaitons que les activités humaines répondent réellement à des besoins, ces dernières se doivent d'être évaluées autrement que par la création de richesses produites. Il nous faut donc définir des indicateurs de progrès autre que le PIB. A Saint-Malo, l'an dernier, la Bretagne a pris des initiatives pour lutter contre le changement climatique à l'échelle des régions du monde. L'objectif de réduction des gaz à effet de serre ne sera atteint que s'il est décliné à l'échelle des territoires, et notamment des régions. La diminution de la production de gaz à effet de serre, voici un indicateur de progrès qui devrait être partagé avec l'ensemble des acteurs. Plus largement, l'empreinte écologique, qui mesure le nombre de planètes nécessaires pour subvenir aux besoins d'une activité, serait un

indicateur pertinent. En tout cas, il faut sortir du dogme « PIBesque » et multiplier les indicateurs de mesure du progrès humain. Il y en a que nous ne convaincrions jamais. Le rejet en janvier dernier, par la majorité parlementaire d'une proposition de loi suggérant l'empreinte écologique comme critère d'évaluation des politiques publiques, et plus grave encore, l'entrée supputée de Claude Allègre au gouvernement, nous obligent à expliquer aux Bretons et aux Bretonnes que ce n'est pas avec ce gouvernement et cette majorité que nous verrons le monde changer.

Et pourtant, le changement s'impose ! Les défis démographique et écologique sont d'ailleurs évoqués dans votre rapport. Le défi démographique au niveau de la planète ne peut bien sûr se résoudre par l'action de notre assemblée mais nous devons y contribuer par la prise de conscience des jeunes Bretons au travers du programme Karta, du développement de nos politiques en direction du commerce équitable. Si nous voulons que les avancées que nous connaissons en termes d'émission des gaz à effet de serre ne soient pas détruites par une expansion démographique non contrôlée, il nous faudra contribuer à une plus juste répartition des richesses entre le nord et le sud. Cela passe d'abord par l'éducation et la formation, en particulier des femmes, qui feront que demain ces nouvelles populations adopteront un modèle de développement durable.

Plus localement, la Bretagne est confrontée à une arrivée importante de nouveaux habitants, vingt mille par an. Et cela ne cessera pas. Chance ou handicap ? Comment anticiper le mode de vie qui sera le leur ? Quelles conséquences en terme de consommation d'énergie ? de mobilité ? de logements ? La crise aura-t-elle un effet accélérateur ou modérateur sur cette immigration ? Nous ne pouvons le savoir. Sollicitons l'INSEE afin qu'elle affine qualitativement ses prédictions et qu'elle travaille avec nous sur cette prospective. Il nous faut en tout cas anticiper car à cet afflux de population nouvelle, se pose aussi le challenge que représente le vieillissement de la population. Nous ne sommes prêts ni en terme de réponse aux besoins (et cela devient dramatique), ni en terme de quantité et de qualité des emplois nécessaires. Faisons-en une opportunité en

développant les formations, les lieux d'accueil, les modes de déplacement adaptés.

L'agriculture et l'agroalimentaire sont, nous dit le rapport, peu touchés par la crise. C'est oublier que l'agriculture et l'agroalimentaire sont des secteurs perpétuellement en crise. Les producteurs laitiers nous le rappellent ces jours-ci. Les choix industriels faits dans les années 90 se sont révélés catastrophiques. Choisir de produire des « produits de base », privilégier la quantité au détriment de la transformation et la création de valeur ajoutée qui en découle, cela a certes permis le maintien du secteur mais n'a dégagé qu'une marge financière de l'ordre de 1% que la crise financière actuelle vient rogner encore. La mondialisation a débarqué en Bretagne et aujourd'hui un poulet congelé sur le port de Brest en provenance du Brésil est moins cher qu'un produit frais sorti des abattoirs bretons. Et pourtant le secteur agricole bénéficie de subventions publiques importantes. Pour certaines exploitations, elles sont tout simplement supérieures aux revenus des agriculteurs.

L'agriculture bretonne doit réussir à tenir dans le triptyque suivant : produits de qualité, emplois à préserver et développer, patrimoine naturel protégé. Dans ce secteur aussi l'économie verte doit être productrice de plus-value en terme de bien-être et d'économie d'énergie. Tout le monde connaît le yaourt baladeur qui parcourt l'équivalent de 8 000 kilomètres avant d'arriver sur notre table. Savez-vous que des tommes de fromage fabriquées en Bretagne aujourd'hui, partent en camion dans le Jura pour être affinés et reviennent en camion pour se faire découpées dans les usines bretonnes ! Les circuits courts, permettant une plus value immédiate et importante, doivent être favorisés. La ferme bretonne passe à côté de marchés locaux, et l'empreinte écologique bretonne en prend un coup.

Le développement de l'agriculture biologique, en particulier par son accès au foncier, doit être soutenu. Comment peut-on accepter que quand s'ouvre un nouveau marché en l'occurrence les produits biologiques (+20% par an) les professionnels bretons lui tournent le dos en la

considérant encore comme une régression. Vous ne savez sans doute pas que l'agriculture bio est responsable de la faim dans le monde et de la grippe A. Si, si, on entend tout cela dans les campagnes. Résultat de ce scepticisme de l'agriculture bretonne pour la bio : les distributeurs importent leurs produits. Un formidable levier pour nous : la restauration collective dans les établissements scolaires.

Le coût des crises agricoles n'est pas qu'économique et écologique. Il est aussi social. La reconversion des salariés de l'agroalimentaire est parmi les plus difficiles, car souvent les salariés sont peu mobiles, peu formés et cassés physiquement. L'accès à la formation doit être une priorité. Les évolutions possibles de l'agriculture bretonne sont nombreuses : production d'énergies issues de la biomasse ou du solaire, développement du tourisme rural, production de protéines végétales, transformation à haute valeur ajoutée, etc. Et si l'agriculture bretonne profitait de la crise pour sortir de ses crises ?